

Art. 18 Appellation d'origine contrôlée

¹ L'appellation d'origine contrôlée désigne un vin dont la qualité répond aux normes fixées par les cantons. Celles-ci concernent:

- a. la délimitation des zones de production;
- b. l'encépagement;
- c. les méthodes de culture;
- d. les teneurs naturelles minimales en sucre;
- e. les rendements à l'unité de surface;
- f. les procédés de vinification;
- g. l'analyse et l'examen organoleptique.

² Les cantons peuvent introduire des appellations d'origine contrôlées. Ils en déterminent le droit à l'utilisation.

³ Après avoir consulté la Commission fédérale des appellations d'origine contrôlées, le département approuve les dispositions cantonales. Il tient un registre des appellations d'origine contrôlées pour l'ensemble du territoire national.

Art. 19 Commission fédérale des appellations d'origine contrôlées

¹ Le Conseil fédéral institue une Commission fédérale des appellations d'origine contrôlées, chargée de coordonner les efforts des cantons et de la Confédération en la matière.

² Les milieux intéressés y sont équitablement représentés.

Section 6: Limitation des quantités**Art. 20** Limitation de la production

¹ La production de raisins destinés à l'élaboration de moûts de la catégorie 1 est limitée à l'unité de surface. Les cantons fixent les quantités de production maximales en tenant compte des récoltes de qualité suffisante obtenues au cours des dix années précédentes. Celles-ci ne peuvent être supérieures à 1,4 kg/m² ou 1,12 l/m² pour les raisins blancs et 1,2 kg/m² ou 0,96 l/m² pour les raisins rouges.

² Sur proposition des Commissions régionales (art. 22), les cantons peuvent limiter la production de toutes les catégories pour l'ensemble de leur territoire ou pour une partie de celui-ci.

³ Le Conseil fédéral peut, après avoir consulté les cantons et les Commissions régionales, limiter, le cas échéant, la production de l'ensemble des catégories.

⁴ Les cantons édictent les dispositions concernant la limitation de la production et le déclassement et en contrôlent l'application. Ils peuvent appeler les Commissions régionales et les sous-commissions cantonales à y collaborer.

Art. 21 Conséquences du dépassement des quantités maximales

¹ Lorsque les quantités récoltées dépassent les quantités maximales fixées selon l'article 20, 1^{er} alinéa, l'ensemble de la production est déclassée en catégorie 2.

² Les quantités récoltées dépassant les limites fixées selon l'article 20, 2^e ou 3^e alinéa, ne peuvent être transformées qu'en produits non alcooliques ou en vins industriels.

Art. 22 Commissions régionales

¹ Pour chacune des trois régions viticoles, le Conseil fédéral nomme, après avoir consulté les organisations professionnelles, une Commission régionale composée de représentants des organisations professionnelles et d'organisations de consommateurs.

² Ces commissions apprécient la situation de l'économie vinicole et conseillent les cantons au sujet des mesures de limitation des quantités.

³ Les trois régions viticoles se composent comme il suit:

- a. la Suisse romande (Fribourg, Genève, Jura, Neuchâtel, Valais, Vaud et la région du lac de Bienne);
- b. la Suisse italienne (Tessin et Moësa);
- c. la Suisse alémanique (tous les autres cantons suisses ou parties de ceux-ci).

⁴ Les Commissions régionales édictent un règlement d'organisation et le soumettent à l'approbation du Conseil fédéral. Elles peuvent s'organiser en sous-commissions cantonales.

Art. 23 Couverture des frais

¹ Les dépenses administratives et les frais de personnel occasionnés par l'application de la limitation de la production selon l'article 20 sont pris en charge par les cantons au prorata de leur surface viticole.

² La Confédération participe à la couverture des dépenses, à raison de 60 à 80 pour cent, selon la capacité financière des cantons.

Section 7: Autres conditions, contrôles et mesures administratives

Art. 24 Autres conditions et charges

¹ Lorsqu'un canton ne prend pas en temps utile les dispositions prévues à l'article 15 (teneur minimale en sucre) ou n'applique pas l'article 20 (limitation de la production), les produits viticoles originaires de son territoire sont exclus des mesures de placement prises en vertu de l'article 25 de la loi sur l'agriculture¹⁾.

² Sont également exclus des mesures mentionnées au 1^{er} alinéa les produits issus des apports de vendange qui ne répondent pas aux exigences fixées pour les moûts de la catégorie 1.

³ Tant qu'un canton ne s'acquitte pas ou ne s'acquitte qu'imparfaitement des obligations que lui impose le présent arrêté, aucune aide financière fédérale ne lui est versée.

¹⁾ RS 910.1

Art. 25 Contrôles

¹ Tout propriétaire, fermier ou encaveur est tenu de présenter les pièces justificatives requises aux organes de contrôle de la Confédération, des cantons ou des Commissions régionales et de leur donner libre accès à tous les biens-fonds viticoles et aux locaux ou installations de réception et d'encavage.

² Les préposés aux registres fonciers secondent les organes de contrôle dans l'accomplissement de leurs tâches.

Art. 26 Couverture des dépenses

Les dépenses découlant du présent arrêté sont couvertes par la provision dite «fonds vinicole» selon l'article 46 de la loi sur l'agriculture¹⁾.

Art. 27 Versement des aides financières

Les articles 102, 3^e alinéa, 103 et 104 de la loi sur l'agriculture¹⁾ s'appliquent par analogie au versement des aides financières fédérales.

Art. 28 Obligation d'arracher des vignes

¹ Les cantons ordonnent l'arrachage des vignes plantées illicitement.

² L'arrachage sera exécuté par le propriétaire de la parcelle ou par le fermier, dans un délai de douze mois à compter de la réquisition. Passé ce délai, les cantons peuvent faire procéder à l'arrachage aux frais du contrevenant.

Section 8: Voies de droit et dispositions pénales**Art. 29 Voies de recours**

Les décisions de l'office peuvent être déférées à la Commission de recours du département; les décisions de cette dernière sont définitives, dans la mesure où le recours de droit administratif devant le Tribunal fédéral n'est pas ouvert.

Art. 30 Plantation sans autorisation

Quiconque aura planté de la vigne sans autorisation sera puni d'une amende de 50 centimes à 2 francs par m² de surface plantée.

Art. 31 Violation de l'obligation d'arracher des vignes

¹ Quiconque n'aura pas satisfait à l'obligation d'arracher une vigne sera puni d'une amende de 4 francs au moins par m² de plantation illicite.

² Tant que subsiste la plantation illicite, une nouvelle amende plus élevée est fixée chaque année.

¹⁾ RS 910.1

³ Les cantons communiquent leurs décisions pénales au Ministère public de la Confédération.

Art. 32 Autres infractions

¹ Quiconque aura intentionnellement:

- a. refusé de présenter les pièces justificatives requises aux organes de contrôle ou leur aura refusé le libre accès aux biens-fonds viticoles ou aux locaux ou installations de réception ou d'encavage;
- b. donné des indications inexactes ou incomplètes dans une procédure relative à une aide financière;
- c. contrevenu à une disposition d'une ordonnance dont la transgression est punissable,

sera puni de l'amende.

² Si le contrevenant a agi par négligence, l'amende sera de 3000 francs au plus.

Art. 33 Droit applicable

¹ Les dispositions générales du code pénal¹⁾ sont applicables. La complicité est punissable.

² La poursuite pénale se prescrit par cinq ans. Si la prescription est interrompue, elle sera en tout cas acquise lorsque le délai sera dépassé de moitié.

Art. 34 Compétence et procédure

La poursuite et le jugement des infractions visées aux articles 30 à 32 incombent aux cantons.

Section 9: Dispositions finales

Art. 35 Exécution

¹ Le Conseil fédéral est chargé de l'exécution du présent arrêté, à moins qu'elle n'incombe aux cantons.

² Les dispositions d'exécution des cantons doivent être portées à la connaissance du département.

Art. 36 Dispositions transitoires

¹ L'application des articles 44 et 45 de la loi sur l'agriculture²⁾ est suspendue pendant la durée de validité du présent arrêté.

² Le présent arrêté s'applique aux faits qui se sont produits avant son entrée en vigueur, s'il est plus favorable à l'intéressé que la législation précédente.

¹⁾ RS 311.0

²⁾ RS 910.1

916.140.1Agriculture

³ Jusqu'à l'institution de la Commission de recours du département, celui-ci se prononce sur les recours contre les décisions de l'office.

Art. 37 Référendum et entrée en vigueur

¹ Le présent arrêté, qui est de portée générale, est sujet au référendum facultatif.

² Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 1993 et a effet jusqu'au 31 décembre 2002.

ANNEX II

90.075

Message

concernant une loi fédérale sur la protection des marques
et des indications de provenance

(Loi sur la protection des marques, LPM)

du 21 novembre 1990

Messieurs les Présidents, Mesdames et Messieurs,

Par le présent message, nous vous soumettons un projet de loi fédérale sur la protection des marques et des indications de provenance et vous proposons de l'adopter.

Nous vous proposons de classer simultanément l'intervention parlementaire suivante:

1989 P 89.578 Protection des armoiries suisses (N 6.10.89, Gysin).

Veuillez croire, Messieurs les Présidents, Mesdames et Messieurs, à notre haute considération.

21 novembre 1990

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Koller

Le chancelier de la Confédération, Buser

222.16 Transfert et licence

Article 17 Transfert

L'article 11 LMF ne permet de transférer une marque qu'avec tout ou partie de l'entreprise. Cette prescription a pour but d'empêcher que le public soit trompé quant à la provenance industrielle ou commerciale des produits portant la marque. Or, économiquement parlant, le lien entre une marque et une entreprise déterminée ne joue pas un rôle aussi important qu'autrefois et le transfert d'une marque sans la cession simultanée de l'entreprise n'induit pas nécessairement le public en erreur. C'est pourquoi le présent projet opte pour le principe du libre transfert de la marque. Cette solution n'exclut d'ailleurs pas que dans un cas particulier le transfert puisse être considéré comme nul parce qu'induisant le public en erreur ou lésant des intérêts publics d'une autre manière (art. 20 du code des obligations, CO; RS 220). L'OFPI ne procède toutefois à aucun examen de cette sorte. En outre, la future marque communautaire sera également transmissible indépendamment de l'entreprise.

Le 1^{er} alinéa permet de transférer la marque pour tout ou partie des produits ou des services enregistrés. En revanche, le transfert n'est licite que pour la totalité du territoire suisse.

Le 2^e alinéa prescrit la forme écrite pour tout transfert de marque. C'est seulement après l'inscription au registre que le transfert est opposable à des tiers, dans la mesure où ils n'en ont pas eu connaissance auparavant. Dans tous les cas, les actions peuvent être intentées contre l'ancien titulaire jusqu'à ce que le transfert soit inscrit au registre (3^e al.).

4^e alinéa: Une réglementation analogue est prévue pour la marque communautaire à venir.

Il va sans dire que la marque est transmissible non seulement par vente ou cession, mais encore par héritage ou en vertu d'un jugement.